

# Les attentats musulmans sont facilités par le laxisme des autorités françaises



Depuis des années nous subissons les attaques de musulmans qui vivent en France. Depuis quelques mois, elles se sont multipliées et nous sommes effarés de constater l'absence de volonté de l'Etat à prendre les mesures fermes et définitives pour faire cesser ces actes de terrorisme alors qu'il en a largement les moyens pour protéger les citoyens.

Le plus grave étant que tous les partis politiques, complices, se taisent.

Nous savons, pourtant, depuis 60 ans, que la politique qu'ils mènent est néfaste à la survie de la France. Parce que la

situation actuelle dans notre pays est, en tout point, semblable à celle que la France a vécue dès les années 50 du siècle dernier.

Aujourd'hui, ils vous disent que ce sont les organisations terroristes extérieures à la France du genre EI, Al Qaïda ou Al Nosra qui leur demandent de tuer des infidèles et que ces pauvres musulmans, certainement déséquilibrés, passent à l'action en hurlant allah akbar.

Hier, c'était le terrorisme algérien FLN, composé de Français musulmans, pour la plus grande part, qui tuait du roumi, de l'européen, de l'infidèle, partout sur ce territoire grand comme 4 fois la France, en hurlant au "djihad !".

En France métropolitaine, aussi, ils tuaient mais vous ne vous en souvenez pas. Parce que la structure terroriste fln métropolitaine, implantée sur le territoire bénéficiait du soutien inconditionnel, financier et logistique de toute la gauche française.

Aujourd'hui, il entre dans le discours politique français généralisé que vous devez vous accoutumer à ces attentats. Qu'ils soient meurtriers ou blessant une personne par ci par là, en tuant des centaines en une seule fois, dans la rue, dans un train, dans un magasin, à un spectacle, à la terrasse d'un café, ces politiques vous disent que les attentats islamiques deviendront votre lot journalier.

Parce que, répètent-ils, "cette sorte" de musulmans (comme s'il y en avait plusieurs sortes !) a déclaré la guerre aux Français.

Hier, les attentats étaient identiques à ceux d'aujourd'hui. Ils frappaient n'importe où n'importe quand. Jamais personne n'était sûr de ne pas être victime d'un terroriste musulman, dans la rue, dans un autocar, dans un magasin, dans un cinéma, dans un bar ou dans un restaurant et, même trop souvent, à l'intérieur de nos maisons. Mais ils appelaient ça, djihad. La

fameuse guerre sainte des musulmans. Ce qui revient au même.

Aujourd'hui, ces politiques, toujours, vous demandent de continuer de vivre normalement et de ne pas avoir la crainte des arabes musulmans que vous croiserez dans la rue (et Dieu sait qu'ils sont nombreux !). Alors même qu'ils savent que vous ne pouvez plus entrer dans certains quartiers arabes ou certaines cités devenues des zones de non-droit. Ces territoires, par eux, usurpés où même leur police ne peut pas pénétrer.

Hier, on essayait de vivre normalement malgré les nombreux attentats des arabes musulmans. Mais nous savions qu'il y avait des quartiers entiers dans lesquels nous ne pouvions pas pénétrer sous peine de n'en jamais ressortir vivants.

Aujourd'hui, ils s'égosillent après chaque attentat : "ne faites pas d'amalgame !". Et certains d'entre vous reprennent en chœur.

Hier, nous savions très bien à qui nous avions affaire et le mot amalgame était superflu sachant que derrière chaque arabe musulman se cachait un ennemi. Ils étaient tous, potentiellement terroristes et nous ne devions notre survie qu'à cet amalgame qu'on vous interdit, maintenant.

Aujourd'hui, environ 30% des Français – dont les chefs de partis politiques sont les plus virulents – exigent de vous que vous acceptiez l'islam comme une énième religion autorisée. Non, l'islam est une religion qui impose sa loi et qui devient de facto LA politique des musulmans. Si les 55% de Français restants, non-musulmans ou apostats, ne se battent pas pour que cette religion ne soit jamais reconnue comme un « parti politique légal », vous devrez vous plier à la réécriture de la Constitution française dans peu de temps car c'est exactement ce qu'exigent les musulmans pour vivre en conformité avec les préceptes de leur religion.

Hier, nous n'étions même pas un tout petit million à nous

battre contre 9 millions de musulmans et si nous n'avions pas eu, contre nous, tous ceux qui les soutenaient, c'est-à-dire la quasi-totalité des Français métropolitains de gauche plus les communistes d'Algérie, notamment les Espagnols qui avaient fui le régime franquiste, nous aurions, aujourd'hui, une autre France semblable à celle des années 40 et antérieures.

Car, jusqu'en 1958, nous avons mené un combat duquel l'armée française est sortie victorieuse contre l'islam et le terrorisme islamique.

Et personne au monde n'a le droit de contester cette vérité.

Mais, avec De Gaulle, la politique arabe de la France a changé. Avec lui, la destinée de la France a basculé.

Il n'est plus le seul responsable bien qu'il ait initié cette politique meurtrière. Parce que tous les chefs politiques qui lui ont succédé ont fait vibrer votre fibre patriotique en rappelant son appel du 18 juin à chaque fois qu'ils avaient besoin de vous tromper, de vous leurrer, de faire de vous les complices de cette Françarabia qu'elle est devenue.

A partir de 1958, en effet, la France est devenue un havre de paix pour les terroristes musulmans du monde entier. Elle a collaboré directement avec le FLN algérien et, plus ou moins directement, avec le Fatah de Palestine, avec les Ayatollahs d'Iran, avec l'Arabie Séoudite, avec le Qatar et d'autres encore dont elle recevait et reçoit, toujours, les chefs terroristes qui continuent leur guerre islamique et l'ont transportée, aujourd'hui, dans l'hexagone pour mieux faire plier nos gouvernants.

Voilà la raison pour laquelle, aujourd'hui, la justice, les préfets, les chefs de police, les associations islamiques et pro islamiques qui se nourrissent de notre fric et ont pignon sur rue, vous combattent, vous condamnent, vous emprisonnent ou vous font fuir.

Comme hier, l'Etat français et son chef d'Etat, sa police, son

armée, ses renseignements généraux, pourchassaient ceux qui étaient entrés en résistance pour sauvegarder la République Française et sa Constitution.

Ils ne nous faisaient aucun cadeau.

Les mêmes, ont-ils hésité, aujourd'hui, à lancer des fatwas (ça leur va comme un gant !) contre les résistants à l'islam, poussant les plus ciblés à s'expatrier pour lutter, contre leur politique d'islamisation de notre pays ? Sébastien Jallamion, Boris Le Lay, Christine Tasin, Pierre Cassen et tant d'autres encore, traqués, harcelés, poursuivis, sont autant d'exemples de la volonté des pro islamiques à nous faire disparaître.

Ils ne vous feront aucun cadeau.

Parce que l'Etat soutient l'islam. Il le protège, l'encourage, lui fait une place toujours plus grande dans notre pays et, bientôt, parce que c'est la volonté des musulmans et la raison de leur combat et de leurs attentats journaliers, l'Etat leur fera une place dans notre bonne vieille et démocratique Constitution.

Et voilà où réside le danger. Ce danger qui annihilera la France, c'est l'intégration de l'islam dans notre Constitution.

Ne perdez jamais de vue que, le jour où la France aura intégré ne fut-ce que de petites fractions de la loi islamique dans notre Constitution, nous aurons perdu notre pays comme, jadis, nous avons perdu près de trois millions de km<sup>2</sup> du territoire français pour l'offrir à l'islam.

Ce sera, encore une fois, la reddition de la France devant le barbarisme islamique.

Avec la complicité active des gouvernants français.

**Danièle Lopez**

